

La croissance économique dans un contexte équitable Approche critique de l'économie islamique

Economic growth in an equitable context Critical approach of islamic economics

EL MORABIT Fatima

Docteur

Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales d'Agdal-Rabat

Université Mohamed V - Rabat

Centre d'études en économie et droit - Maroc

elm.fateima@gmail.com

BOUSSETTA Mohamed

Professeur de l'Enseignement Supérieur

Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Agdal

Université Mohamed V - Rabat

Centre d'études en économie et droit - Maroc

mboussetta11@gmail.com

Date de soumission : 22/07/2022

Date d'acceptation : 07/09/2022

Pour citer cet article :

ELMORABIT.F & BOUSSETTA.M (2022) «La croissance économique dans un contexte équitable Approche critique de l'économie islamique», Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 3 : Numéro 9» pp : 394-423.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

La croissance économique est une notion primordiale de l'économie mondiale, elle a toujours été un des axes de l'économie qui a suscité l'intérêt de beaucoup de chercheurs et de spécialistes ; elle est considérée comme l'un des indicateurs majeurs de la performance économique et politique nationale des pays et des gouvernements.

Parallèlement, les économistes, s'intéressent de plus en plus à la vision « islamique » en la matière. En effet, la recherche d'un modèle de développement solide et intègre à travers lequel les facteurs économiques, sociaux, environnementaux, devront contribuer à la réalisation d'une croissance économique équitable et équilibrée est devenue primordiale et fondamentale, pour tous les États du monde.

A cet effet, le présent article constitue une analyse descriptive du concept de la croissance économique adossée aux principes de la loi islamique et, conclue aux impératifs du respect des valeurs fondamentales de l'économie islamique en la matière afin de consolider la croissance économique des États.

Mots clés : Croissance économique ; développement ; économie islamique ; finance islamique ; Ibn Khaldun.

Abstract

Economic growth is an important concept of the world economy, it has always been one of the axes of the economy which has aroused the interest of many researchers and specialists; it is considered one of the major indicators of the national economic and political performance of countries and governments.

At the same time, economists are increasingly interested in the "Islamic" vision in this area. In effect, the search for a solid and integrated development model through which economic, social and environmental factors should contribute to the achievement of equitable and balanced economic growth has become essential and fundamental for all States of the world.

To this end, this article constitutes a descriptive analysis of the concept of economic growth based on the principles of Islamic law and, concluded with the imperatives of respecting the fundamental values of the Islamic economy, in the matter, in order to consolidate the economic growth of the States.

Keywords: Economic growth; development; islamic economics; islamic finance; Ibn Khaldun.

Introduction

La croissance économique est la priorité de tout Etat, elle est perçue comme un mécanisme permettant la réalisation de plusieurs objectifs tels que : la réduction des inégalités sociales, la baisse du chômage, la proposition de solutions aux problèmes de l'environnement et la participation à la réalisation effective de la satisfaction du bien-être social. En tant que moteur d'amélioration des conditions de vie de l'humanité, elle tire ses origines de la révolution industrielle démarrée en Angleterre aux alentours des années 20 du 19^{ème}. Selon Khurshid (1995), la croissance est une nécessité, comme il l'a annoncé : « sans élargir le gâteau, nous ne pouvons pas avoir une meilleure distribution ». Elle fournit des ressources inutilisées que, si elles sont bien investies dans le développement économique, constituent la base de la croissance économique future (Amsden, 1997) ; devenant ainsi l'outil et/ou le moyen central de réduction des inégalités.

De nos jours, l'économie mondiale est marquée par le ralentissement du rythme des investissements, une forte croissance démographique et une mauvaise exploitation et épuisement excessif des ressources naturelles non renouvelables, mais aussi, une pollution de l'environnement...etc. Plusieurs changements au niveau des activités économiques ont été entraînés pour l'industrialisation ; une des raisons pour laquelle les chercheurs et spécialistes s'y sont intéressés encore plus souhaitant trouver une solution aux différents problèmes qui freignent l'accroissement du développement et de la croissance économique. A l'heure actuelle, la croissance économique reste, toujours, la préoccupation des Etats qui devront prendre en compte les mesures nécessaires pour faire face à l'ensemble des problèmes économiques et sociaux qui freinent le développement de la croissance et dont l'objectif final est l'amélioration du niveau et de la qualité de vie de la communauté et des individus. Par ailleurs, le contexte islamique de la croissance et de développement devrait permettre de propulser et de booster l'économie et, de réaliser ainsi, une justice et solidarité sociales au sein de la communauté.

Dans cet article nous avons essayé d'étudier le phénomène de la croissance économique dans un cadre économique islamique tout en analysant la relation entre le cadre de la religion musulmane et la performance économique proposant comme solution le respect de la loi islamique pour la réalisation d'un développement et d'une croissance durables et justifiés qui demeure le souhait de tout pays.

Face à la rareté de la littérature et des travaux de recherche sur ce sujet, il nous est apparu primordial d'étudier de façon théorique et descriptive le concept de la croissance économique dans l'économie islamique, tout en essayant de répondre à la problématique centrale suivante : Le respect des fondements de l'économie islamique pourrait-il contribuer à la promotion de la croissance économique ? L'objectif étant d'apporter un éclairage sur le concept de la croissance économique dans le cadre de l'économie islamique proposant ainsi une démarche d'aide en la matière. Ledit travail expose, dans un premier temps, le concept de l'économie et de la croissance économique dans un contexte islamique, mettant en exergue l'apport d'une prospérité matérielle et immatérielle, au profit de l'ensemble de la communauté, tout en contribuant à booster la croissance économique. La deuxième partie est consacré à la présentation de la revue de la littérature portant sur les travaux des différents érudits, chercheurs, et économistes...etc., liés au sujet. La troisième partie est articulé autour du potentiel de l'économie islamique pour la promotion d'une croissance juste et robuste. Ainsi, l'étude permettra de présenter une image clairement descriptive de la nécessité du respect des fondements de l'économie islamique et des principes de la loi islamique pour le développement et la croissance économique.

1. Islam et économie

Les économistes s'accordent généralement pour dire qu'il existe de nombreux déterminants de la croissance économique et que les explications réussies des performances économiques doivent aller au-delà des variables économiques étroites pour englober les forces politiques et sociales ; et que la religion est une de ces forces, en particulier. Le rôle de la religion en économie a fait l'objet d'une attention particulière, en ce sens que plusieurs économistes s'étant penchés sur le rapport entre religion et performance économique (Rehman & Askari, 2010).

En fait, les sociologues s'accordent généralement sur le fait que les décisions prises par les citoyens qu'elles soient financières ou économiques ou bien d'autres sont souvent liées à leurs croyances (Idem, 2010). D'ailleurs Adam Smith dans son livre qui est moins cité et qui a été publié en 1759 intitulé « *Theory of Moral Sentiments* » avait abordé de manière directe et révélatrice le rôle que joue la religion en économie il y a plus de deux siècles disant que : « *Le respect de ces règles générales de conduite est ce que l'on appelle à juste titre un sens du devoir, un principe de la plus haute conséquence pour la vie humaine, et le seul principe selon lequel la majeure partie de l'humanité est capable de diriger ses actions... Sans ce regard sacré selon*

les règles générales, il n'y a pas d'homme dont on puisse beaucoup dépendre de la conduite. C'est ce qui constitue la différence la plus essentielle entre un homme de principe et d'honneur et un homme sans valeur... L'existence même de la société humaine dépend de l'observance tolérable de ces devoirs, qui ne s'effondreraient pas si l'humanité n'était généralement pas empreinte de respect pour ces règles de conduite importantes. Cette révérence est encore renforcée par une opinion qui est d'abord impressionnée par la nature, puis confirmée par le raisonnement et la philosophie, selon laquelle ces règles importantes de la moralité sont les ordres et les lois de la divinité, qui vont finalement récompenser les obéissants et punir les transgresseurs de leur devoir... Le bonheur de l'humanité, ainsi que de toutes les autres créatures rationnelles, semble avoir été le but initial visé par l'Auteur de la Nature lorsqu'il les a créées. Aucune autre fin ne semble digne de cette suprême sagesse et de cette bienveillance que nous lui attribuons nécessairement ; ... Mais, en agissant selon les préceptes de nos facultés morales, nous recherchons nécessairement le moyen le plus efficace de promouvoir le bonheur de l'humanité, et il faut donc dire, dans un certain sens, coopérer avec la divinité et faire progresser, dans la mesure de nos possibilités, le plan de la providence. En agissant autrement, au contraire, nous semblons obstruer, dans une certaine mesure, le projet que l'Auteur de la Nature a établi pour le bonheur et la perfection du monde, et nous déclarer, si je peux le dire, dans une certaine mesure les ennemis de Dieu. Par conséquent, nous sommes naturellement encouragés à espérer sa faveur extraordinaire et sa récompense dans un cas, et à craindre sa vengeance et son châtement dans l'autre... Lorsque les règles générales qui déterminent le mérite et le démérite des actions en viennent ainsi à être considérées comme les lois du Tout-puissant, qui veille sur notre conduite et qui, dans une vie à venir, récompensera l'observance et punira sa violation - ils acquièrent nécessairement un nouveau caractère sacré à partir de cette considération. Que notre respect de la volonté de la divinité soit la règle suprême de notre conduite ne peut en aucun cas être mis en doute par quiconque croit en son existence. La pensée même de la désobéissance semble impliquer l'inconvénient le plus choquant » (Smith, 2002 : 186).

Dans un autre de ses livres, paru en 1776 intitulé « *Wealth of Nations* », Adam Smith appuie le fait de faire partie d'une partie religieuse permet des avantages économiques au sein comme à l'extérieur du clan (Anderson, 1988). L'appartenance à un « bon » groupe minimise le risque perçu par les employeurs, prêteurs et clients potentiels et facilite les transactions avec eux ; elle sécurise et facilite aussi les transactions entre les membres eux-mêmes, permettant des

transactions en « confiance », les « brebis galeuses » étant exclues de la secte (Noland, 2003). Selon Iannaccone (1998), les croyances religieuses influencent un ensemble de comportements des individus. L'activité religieuse dans ce sens peut affecter la performance économique au niveau de l'individu, du groupe ou de la religion (Noland, 2003). Il est en fait généralement approuvé que la religion d'une manière générale a une influence sur les décisions des citoyens qu'elles soient d'ordre politiques, économique-financières, ou sociales. Bien que les recherches en économie de la religion renaissent, il s'agit par contre d'un domaine universitaire qui a connu de longues périodes de silence (Rehman & Askari, 2010).

L'islam en tant que religion de paix et d'harmonie est régie par des principes et des règles fondées sur le Coran et la Sunna. La religion islamique en tant que code de vie complet pour l'humanité permet la promotion de l'harmonisation des intérêts de toutes les facettes de la vie humaine et de la nation sur tous les niveaux permettant ainsi un développement durable.

Et comme le cite (Gellner, 1981 :7) : *« par divers critères – universalisme, scripturalisme, égalitarisme spirituel, extension de la pleine participation de la communauté sacrée à tous et non pas à un ou à certains, et rationalisation de la vie sociale – l'islam est, des trois grands monothéismes occidentaux, celui qui est le plus proche de la modernité ».*

En islam, l'être humain doit agir en tant qu'intendant sur la terre ayant pour rôle de protéger les ressources naturelles, ce concept est conforme au développement durable tel que défini dans le rapport Brundtland de la Commission de l'environnement et du développement des Nations Unis, présidé par le Premier ministre norvégien Gro Harlem Brundtland, qui a inventé le terme développement durable en parlant de « progrès qui répondent aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins ». La durabilité signifie non seulement la survie de l'espèce humaine, mais également le maintien de la productivité des actifs naturels, produits et humains, de génération en génération (Damilola, Nassir & Tunde, 2015). L'islam en tant que religion offre alors aux musulmans un cadre théorique permettant de les guider et qu'ils doivent en tant que serviteurs de Dieu respecter et appliquer en tant que système de vie, que ça soit dans leurs prières, dans la structure économique du pays, les droits des individus, les opérations commerciales et transactions financières, la fiscalité ...etc.

De nombreux preuves démontrent que l'islam participe à la progression économique de toutes les nations respectant plusieurs facteurs que les occidentaux considèrent comme importants à la réalisation de cette croissance favorisant la construction d'un système fort et solide. Le meilleur exemple concret et preuve concrète est tirée de la vie et les pratiques du Prophète Mohamed (PSL). Cela réside dans l'instauration de la première société islamique à Médine qui constitue la référence idéale pour toutes les sociétés musulmanes. Contrairement aux autres religions, l'islam offre aux citoyens toutes les directives à suivre et à prendre en considération afin de créer et développer un système juste, efficace, égalitaire et équilibré à travers lequel toute personne puisse avoir les mêmes conditions pour avancer et les mêmes chances équitables d'utilisation des ressources naturelles que Dieu nous a offert et contribuer ainsi activement au développement et à la croissance économique qui sont en plus de la justice sociale considérés comme faisant partie des paramètres élémentaires du système économique islamique, tout en établissant un équilibre entre les dimensions économiques, sociales et environnementales.

2. Islam et croissance économique

L'appel à chercher une alternative au système économique et financier après la crise financière, a ravivé l'intérêt du système économique et financier islamique. Ce système économique islamique en se basant sur ses fondements¹ et axiomes a pour objectif principal d'améliorer le niveau et les conditions de vie de tous les citoyens assurant ainsi un bien-être social qui est conçu comme une fin en soi. L'économie islamique dans ce sens représente une alternative permettant de jeter un regard neuf sur les entraves existants proposant des solutions nouvelles à l'ensemble de ces anciens entraves et problèmes persistants.

Elle est la science qui étudie la meilleure utilisation possible des ressources économiques disponibles fournies par Dieu pour la production maximale de biens et services « *halal* » nécessaires à la communauté actuelle et future et à la juste distribution dans le cadre de la Shari'ah (Damilola & al., 2015). Cela montre clairement qu'une économie durable nécessite un mécanisme efficace de répartition de la richesse dans une société, car si la pauvreté prévaut, il ne peut y avoir de développement durable (Kates, Thomas & Anthony, 2005).

¹ Les fondements de l'économie islamique englobent ses sources (le coran, la sunna, le consensus...etc.) ; ses concepts (le tawhid, la khilafah, la rububiya, et la tazkiya) ; et ses principes (la propriété, la distribution des richesses, la justice sociale).

Afin d'assurer une croissance et développement économique durable garantissant équité et meilleure distribution des richesses (dans le sens où toutes les formes d'enrichissement sans cause doivent être proscrites pour permettre l'égalité des chances pour tous), la religion islamique cherche toujours à transformer les nations de leurs états à un état d'Al-falah, à travers la mise en place de mécanismes d'un système économique islamique stimulant toutes les formes de développement et de croissance centrées sur la population exploitant ainsi leurs ressources afin de satisfaire essentiellement leurs besoins.

Face à cela, les politiques publiques doivent viser une amélioration de la répartition des richesses et revenus tout en offrant et créant l'environnement et conditions qui impliquerai la population dans les activités de développement et croissance économique au sein d'un cadre de coopération, d'entraide et de la fraternité. Fondé sur l'idée que toutes les ressources sont offertes par Dieu à l'humanité qui a comme devoir de les utiliser via l'utilisation du travail, du capital, du savoir scientifique et de la technologie tout en ayant comme responsabilité d'assurer la croissance économique, le système économique est considéré véritablement islamique que s'il respecte cette idée. Il est aussi fondé sur le marché, mais dont le comportement et les objectifs islamiques (objectifs / règles / institutions) sont bien établis et attribués aux consommateurs, aux producteurs et au gouvernement (autorités) (Rehman & Askrai, 2010).

Le concept de croissance économique est différent dans l'approche occidentale (Akram, 1994). Dans un contexte islamique, il vise à l'amélioration continue du confort spirituel et non seulement de la prospérité matérielle, des citoyens, comme il contribue au progrès multidimensionnel de la nation. Selon Ahmad & al., (2013), le concept de croissance économique et de besoins humains dans l'Islam est basé sur les principes selon lesquels toutes les parties du corps de l'homme sont créées par Dieu et que les êtres humains ont deux besoins fondamentaux, dont les besoins spirituels et physiques, les premiers sont satisfaits par la croyance en Dieu et les besoins physiques sont satisfaits en utilisant au mieux toutes les ressources créées par Allah (Dieu) pour les êtres humains. Cela dit que les questions d'ordre économique relatives à la croissance économique voire même démographique sont conçues différemment dans la conception islamique, Dieu a créé les ressources de quoi suffire les créatures ; toute rareté en nourriture relève de la responsabilité de l'homme pour défaut d'exploitation ou pour mauvaise redistribution de la richesse (Toujkani, 1998).

Dieu dit : « *C'est Lui qui a créé pour vous (pour toute l'humanité) tout ce qui est sur la terre, puis S'est orienté vers le ciel et en fit sept cieux. Et Il est Omniscient* » (Coran 2 : 29). Il dit : « *Nous avons certes créé toute chose avec juste mesure* » (Coran, 54 :49). Comme Il dit aussi : « *Il vous a accordé de tout ce que vous Lui avez demandé. Et si vous comptiez les bienfaits de Dieu, vous ne sauriez les dénombrer. L'homme est vraiment très injuste, très ingrat* » (Coran, 14 :34).

L'incitation à la croissance serait vaine si le cadre philosophique de l'islam ne facilitait pas la mobilisation des facteurs nécessaires à la croissance économique, d'ailleurs le cadre du système économique islamique le fait (Sadeq, 1987). Le Coran affirme bien que toutes les ressources naturelles offertes à l'humanité par Dieu sont créées pour son bien-être, dans le sens où elles doivent être utilisées dans la production et bénéficier des biens et services produits pour satisfaire leurs besoins. L'utilisation optimale et efficace des ressources humaines est primordiale pour activer et avancer la production et atteindre d'autres aspirations de la vie ; cela nécessite le développement des ressources humaines et leur utilisation juste et appropriée, qui est fortement mise en avant dans une économie islamique. La relation symbiotique entre l'humanité, le Créateur et l'environnement ne peut plus être ignorée pour parvenir à un développement soutenu et civilisé (Othman & Mirakhor, 2013). Dans ce sens le concept de la croissance économique en islam peut être résumé dans ces trois importantes lignes :

- ❖ Le principal objectif de la société humaine réside dans la réalisation d'Al-falah et non la prospérité et/ou satisfaction au niveau matériel ;
- ❖ La religion islamique insiste sur une répartition équitable des richesses et des revenus tout en mettant l'accent sur la justice sociale ;
- ❖ L'islam en tant que religion, représente une philosophie de développement et de la croissance basée sur coutumes sociales et culturelles nationales, tout en s'appuyant sur les capacités physiques des citoyens et donc avec la participation de toute la population de la nation.

3. Croissance économique et religion musulmane : Revue de la littérature

3.1. La loi musulmane hostile à la croissance économique :

On pense souvent que les pays musulmans sont culturellement arriérés, misogynes et autoritaires, ayant une performance économique médiocre (Ahmad, 2003) ; une réflexion aussi existante sur le sujet de croissance économique en islam, disant que la religion musulmane

influence négativement la performance économique. Selon Max Weber, dans son analyse critique des institutions politiques et juridiques islamiques en opposition aux institutions capitalistes, considère que les caractéristiques de « féodalisme prébendaire » et de « patrimonialisme bureaucratique arbitraire » des dynasties Abbasid, Mamelouk et Othmanes ont empêché le développement de structures juridiques rationnelles (Khalifaoui, 2015).

En fait, selon le rapport du Programme des Nations Unis pour le Développement (UNDP, 2002), les pays musulmans sont classés comme sous-développés ayant un faible PIB et pouvoir d'achat avec des taux élevés de pauvreté et d'analphabétisme ; connaissant un fort déficit budgétaire et une espérance de vie moyenne, en dehors des pays producteurs du pétrole qui font l'exception, et qui ne sont pas nécessairement riches. Néanmoins, quelques pays musulmans comme l'Iran, la Malaisie, le Pakistan et la Turquie ont réussi à obtenir des taux de croissance relativement durables ; pour le reste des pays musulmans, ils sont dans une situation déséquilibrée, constituant ainsi un piège à la pauvreté avec un chômage plus élevé. Cette situation peut être justifiée par plusieurs facteurs :

- ❖ Economiques : une faible croissance et un taux d'investissement fragile, inefficacité d'allocation des ressources, inégalité dans la distribution des richesses...etc. ;
- ❖ Politiques : Système de gouvernance aux aspects totalitaires ;
- ❖ Institutionnels et juridiques : Caractérisés par l'injustice et la corruption ;
- ❖ Géographiques et culturelles : Stresse climatique ajouter aux mesures importées difficilement adaptables aux cultures et aux traditions des populations concernées ...etc.

En fait, dans ces pays dits musulmans, il y a lieu de constater que la plupart des modèles économiques adoptés, ignorent complètement les principes de la religion islamique. Pourtant, certains auteurs n'hésitent pas à attribuer la situation économique des pays musulmans à l'islam lui-même.

Selon Noland (2003), il existe également une littérature qui rejette la faute sur l'impérialisme occidental. En fait, Max Weber était le premier à avoir soulevé la controverse entre l'islam et le capitalisme, précisément sur la non-extension de l'industrialisation capitaliste au Moyen-Orient ; McClelland (1961) a affirmé, quant à lui, que l'islam en tant que religion est un obstacle à la croissance notamment dans les pays qui ont construit leur système économique et social sur la base du droit islamique, cet argument est basé sur des faits historiques et descriptifs.

Kuran (1998) avait conclu, via son étude portant sur 132 pays, qu'il existe une relation négative entre la religion islamique et la croissance économique. Une meilleure adaptation et combinaison avait été obtenue avec l'utilisation d'autres variables indépendantes dans une seconde régression. Selon lui, la relation est restée significativement négative tout en signalant que l'intensité et/ou la dimension croissante de musulmans au sein de la population entrave et paralyse la croissance économique. D'autres auteurs comme Nafissi (1998), considère que la raison du niveau de pauvreté des pays musulmans est l'islam, car défavorable à la croissance et introduit une forme de relation avec l'entreprise opposée et préjudiciable aux exigences du monde moderne. Entraînant une répercussion négative sur le comportement des investisseurs et des entrepreneurs ainsi que sur la croissance économique. Pour Guiso et al. (2003), la religion islamique est négativement liée à des attitudes qui soutiennent la croissance, et que les musulmans sont considérés comme les plus « anti-marché ». Tessler (2002), quant à lui, soutient que la religion islamique bloque indirectement la croissance à travers le biais de paramètres religieux empêchant l'égalitarisme (absence de démocratie dans les pays arabes...etc.) ; selon lui : « *L'Islam est dit antidémocratique parce qu'il confère la souveraineté à Dieu, qui est l'Unique source de l'autorité politique et de la loi divine duquel doivent découler tous les règlements régissant la communauté des croyants* » (Idem, 2002 :232).

En fait, Tessler s'appuie sur la théorie de Huntington portant sur la démocratisation qui a rejeté un certain nombre de pays après la guerre froide, à l'exception du monde arabe.

La théorie de Huntington, nommée théorie de la « troisième vague », du professeur américain Samuel Phillips Huntington (1927-2008), qui a été publiée en 1993 et dont les aspects ont été approfondis dans son livre « *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order* » publié en 1996 et traduit par la suite en langue française en 1997 intitulé « *Le choc des civilisations et la refondation de l'ordre mondial* », développe une analyse détaillée entre l'Ouest et le reste des régions au niveau mondial, plus précisément, le monde arabo-musulman expliquant les raisons de ses faibles performances économiques par rapport au monde occidental. Il propose dans sa théorie que « ... le groupe culturel le plus élevé et le niveau d'identité culturelle le plus large... définis par des éléments objectifs communs tels que la langue, l'histoire, la religion, les coutumes, les institutions et par l'auto-identification subjective du peuple » ; sera le premier conflit et non pas l'État. Comme il affirme que les écarts idéologiques et économiques ne fractionnent pas l'univers en premier, deuxième et tiers pays

attribuant la cause au choc des civilisations qu'est défini via les dissemblances au niveau culturel ; il note également que la situation conflictuelle entre le monde arabo-musulman et l'occident est liée à leurs valeurs démocratiques (Ahmad & al., 2013).

Norris et Ronald (2003) ont cependant examinés la théorie de Huntington tout en utilisant des preuves empiriques, sans trouver, pour autant, des preuves à l'appui de cette théorie qui concerne en particulier la différence existante entre les Etats musulmans et l'occident et leur vision et/ou conception de la démocratie. Leur étude avait attesté que pays musulmans tout comme les pays européens liant des valeurs à la démocratie, la seule différence remarquée était sur le plan d'égalité de genre, un des facteurs prépondérants de la croissance selon un certain nombre d'économistes. Kuran (2005), qui s'est toujours intéressé aux problèmes du sous-développement dans les régions arabo-musulmanes, attribue dans tous ses écrits le sous-développement et la pauvreté que connaît le Moyen-Orient et/ou les pays arabo-musulmans (qui étaient prospères il y a un millénaire jouissant d'un niveau de vie noble en comparaison avec les normes mondiales) d'une manière générale à l'islam et aux croyances islamiques. Ces enseignements, pratiques, lois et les institutions islamiques sont selon lui des sources d'inefficacité, constituant un obstacle au développement et à la croissance économique. Il a d'ailleurs considéré que la pratique de l'intérêt interdite par le Coran est l'élément clé de l'échec de la modernisation financière et du développement d'institutions financières capables d'entrer en concurrence avec les économies européennes et d'empêcher ainsi la domination européenne sur la région. Rubin (2011), quant à lui soutient que les différences institutionnelles entre l'islam et l'occident ont contribué à une divergence économique plus large. Le point de vue de l'ensemble de ces auteurs porte sur le fait que l'islam en tant que religion est associé au sous-développement et constitue un vrai obstacle à la croissance, basant leur réflexion sur un certain nombre de faits économiques, politiques et culturels.

3.2. Pour une croissance durable au vu des valeurs islamiques :

Plusieurs critiques portant sur la religion islamique, et sur le fait qu'une économie islamique puisse soutenir le développement et la croissance ont été présentés dans la littérature. Cependant, analysant l'islam comme l'une des variables de la croissance, de nombreuses recherches suggèrent que cette religion favorise la croissance, tout en signalant qu'il n'y a pas de conflit entre les valeurs de l'islam et les valeurs nécessaires à la croissance économique ; mieux, les idées religieuses peuvent avoir un impact positif sur la croissance économique (Ahmad, 2003).

Dans son étude qui explique l'impact des enseignements islamiques sur la croissance, Noland (2003), soutient que l'exposé que la religion islamique n'est pas favorable pour le développement et la croissance ne peut pas être soutenu et maintenu. Selon lui, tous les résultats ne confirment pas l'idée que la religion islamique est hostile au développement /croissance. Bien au contraire, tous les coefficients statistiquement significatifs sur les parts de population musulmanes, rapportés dans son étude sur l'Inde, le Ghana et la Malaisie - dans les analyses statistiques transnationales et nationales – sont évidents et positifs. Barro & McCleary (2003) ont constaté, via leur étude portée notamment sur la Turquie, le Bangladesh et le Pakistan, que la croissance dépend du niveau de la croyance de chaque individu, par rapport à son appartenance, c'est-à-dire que ces croyances interprètent l'ensemble des caractéristiques qui favorisent la croissance économique et l'améliorent et donc peuvent avoir une influence sur ces caractéristiques individuelles qui favorisent la performance économique. D'autres auteurs tels que : Gardet (1970), Sauvaget (1988) montrent que les enseignements et pratiques islamiques, en tant qu'ensemble de valeurs morales et comportementales, sont positivement associés à la performance économique tout en se basant sur des événements et faits de l'histoire qui remontent à l'époque de l'âge d'or islamique. Les études de Gardet (1970) et de Sauvaget (1988) remontent au siècle des Omeyyades (661-750), période durant laquelle les califes ont réussi à mettre en place un ensemble de systèmes administratifs, juridiques, commerciaux et culturels qui ont propulsé, actionné et bousculé les pays musulmans à son zénith. Ces études ont également porté sur la période des Abbassides (750-1258) qui occupèrent un demi-millénaire. Durant ces deux périodes de règne, toutes les pratiques liées à la religion islamique (morales, sociales et économiques) avaient constitué une harmonie et cohérence sociales permettant la création d'une société stable, bien développée et fortunée.

L'ensemble de ces opinions et ces déclarations représente le point de vue opposé des précédents auteurs. Il semble alors que la religion islamique n'exclue pas la construction d'un système économique et financier fort, et une croissance durable et robuste. Ce qui, d'ailleurs, contraste et contredit les précédentes conclusions de Kuran qui présente plusieurs défauts, et des autres auteurs, alors que certaines affirmations que l'islam booste la croissance sont étayées par des preuves empiriques sélectives comme on vient de citer quelques-unes d'entre elles. De plus près, il est aussi primordial de signaler l'exploit de la finance islamique au niveau international dont les fondements et le système sont basés sur les valeurs et principes de la religion musulmane, connaissant aujourd'hui un succès remarquable et retentissant.

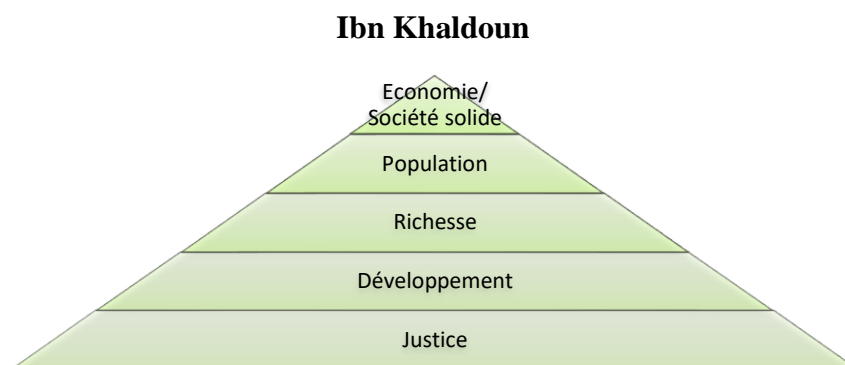
D'ailleurs, les érudits, économistes et chercheurs musulmans sont convaincus que la religion islamique propose des modèles économiques appropriés à l'ensemble des pays musulmans. En réalité, il n'y a pas de séparation entre activité économique et les points de doctrine établis par la religion islamique (coran et sunna) qui discutent plusieurs questions d'ordre économique, financier et sociale à savoir : l'interdiction de l'intérêt, les opérations commerciales, la distribution des richesses...etc., dont l'application est ancienne.

Plusieurs érudits ont contribué à établir un corpus théorique portant sur l'économie islamique débouché de la loi islamique tels que : Abu Yusuf, Abu Ubaid, Ibn Khaldoun, Al-Shafei, et quelques auteurs contemporains : Siddiqui Najatuallah Mohammad, Umar Chapra, Muhammad Fahim Khan, Syed Nawab Haider Naqvi, ...etc., qui selon eux l'économie islamique constitue une alternative et solution aux problèmes économiques et financiers actuels du système capitaliste.

Parmi les érudits et les scientifiques musulmans, Ibn Khaldoun² soutient que les individus ne sont à l'origine de la croissance économique que s'ils sont incités à participer à l'économie ; une telle incitation est identifiée comme étant la richesse qu'ils peuvent utiliser pour leur subsistance (Mohammad, 2010). En fait, Ibn Khaldoun fait de la loi islamique et des principes de la justice et de la moralité l'essentiel de sa théorie de la croissance économique, cherchant ainsi une solution dans les fondements et valeurs généraux de l'islam.

Son modèle peut être expliqué de la manière suivante : la force d'une nation, d'une société et/ou d'une économie dépend de la participation de la population et de son appui, soutien qui dépend de leur subsistance. Laquelle subsistance des citoyens dépend de leur accès à la richesse, alors que l'accès à la richesse dépend de leur participation au développement qui peut être réalisée si elle repose sur une justice fondée sur des principes juridiques et moraux.

² Ibn Khaldoun (1332-1406) : historien de premier plan, économiste, homme d'état d'origine Arabe, auteur de la Muqaddima.

Figure N°1 : Principaux composants interdépendants de la croissance économique selon


Source : Mohammad (2010 :7).

Ibn Khaldoun soutient que les citoyens ne peuvent être à l'origine de la croissance que dans le cas où ils sont engagés et incités à contribuer à l'économie. Cette contribution est en fait caractérisée comme étant la richesse que la population peut utiliser pour sa subsistance.

La croissance économique nationale est réalisée si les gens sont récompensés, en gagnant de la richesse ; la productivité (c'est-à-dire le travail et le développement), permet de gagner de la richesse (Mohammad, 2010). Dans l'analyse d'Ibn Khaldoun, ils sont interdépendants ; l'homme livre son travail si cela peut lui être bénéfique, et les bénéfices sont générés par le travail qui peut être utilisé pour assurer la subsistance. Selon Ibn Khaldoun, la croissance économique est prévue si la nation fonctionne selon des principes et des lois justes et, un code de déontologie moral ; car toute nation, en tant qu'Etat, doit axer les rapports sur son peuple et de ses institutions sur le droit et la justice ainsi que sur l'éthique la morale. Muhammad Umer Chapra, a quant à lui, développé le concept d'un Etat social pour inclure la croissance et le développement ; cependant, la fonction de protection sociale est généralement axée sur l'aspect distribution. Pour lui, les citoyens jouent un rôle central dans le développement dans le sens où : « la montée et/ou l'évolution et la chute de la civilisation » dépendent de leur prospérité ou de leur « *misère* » (Chapra, 2008).

Par ailleurs, dans son essai de 2008 Dr. Chapra rejette l'affirmation selon laquelle la religion islamique et les institutions qui y sont liées seraient considérés comme la cause du déclin des pays musulmans. Il soutient aussi que « *quant à l'islam, il est lui-même une victime plutôt qu'un mécanisme déclencheur* » (Idem, 2008: 846). Il explique, par la suite, que ce mécanisme déclencheur conformément au modèle d'Ibn Khaldoun était : « ...l'illégitimité politique, l'introduction de la succession héréditaire... » sans le consensus de la communauté, en

particulier lorsque Mu'awiyah bin Abu Sufyan a commencé la succession héréditaire en nommant son fils, Yazid, au Califat en 679 après JC19 ; il explique ensuite que « *le virus de l'illégitimité politique a progressivement infecté tous les autres aspects de la société et de l'économie par une causalité circulaire. Le monde musulman a commencé à perdre l'élan du développement, provoqué par l'islam, au point qu'il ne pouvait pas faire face avec succès aux chocs extérieurs qu'il subissait.* ». (Idem, 2008 :849). Il a également affirmé que le manque de légitimité dans le champ politique a affecté l'évolution de la jurisprudence islamique (Al-Fiqh) ayant des conséquences négatives sur les pays musulmans. En expliquant que la déconsidération des valeurs et principes islamiques dans la politique a demeuré une raison de la dissidence entre les dirigeants politiques et les juristes ou fuqahas aussi, ce qui a eu pour conséquence de se limiter aux écoles religieuses en perdant tout contact avec l'environnement en mutation et entravant ainsi le dynamisme de la société musulmane.

L'ensemble de ces facteurs ont eu, selon lui, un effet négatif sur la croissance et le taux de développement, et par ricochet, cela a favorisé ultérieurement la « colonisation par les pays européens ».

Mohammad (2010) estime, quant à lui, que le modèle de croissance économique islamique a fait ses preuves au cours de l'histoire, comme l'a affirmé Dr. Chapra ; rappelons par ailleurs, que la finance islamique peut être considérée comme une alternative à la finance conventionnelle, d'autant plus les banques islamiques n'ayant pas suivi les banques conventionnelles lors de la crise financière, ont été faiblement affectées par celle-ci. Aussi, le Vatican a admis, à juste titre, que le monde occidental pourrait tirer la leçon du système financier islamique et de ses enseignements (Totaro, 2009), afin de réintégrer la confiance entre la banque et sa clientèle, particulièrement à l'aide de ses valeurs éthiques, notamment en matière de croissance économique.

D'autres auteurs ont aussi souligné le rôle de la nation islamique dans la croissance et le développement, comme Dr. Ahmad Khurshid qui affirme que « la principale préoccupation de l'islam est d'encourager le développement économique avec la justice sociale » (Ahmed & al., 1983). En tant que dirigeant politique et économique, tout Etat a l'entière responsabilité d'établir une stratégie bien équilibrée visant une croissance et un développement durable, sans trahir pour autant, l'objectif de la religion islamique en matière du développement humain et du bien-être. Dans son modèle de développement économique, l'islam se distingue du modèle

capitaliste et socialiste, en ce sens qu'il est rigoureusement lié aux aspects de la vie humaine (spirituels, moraux et sociaux), Khurshid estime qu'il y a lieu de revenir sur le rétablissement ou la réédification sociale dans le cadre d'un ensemble de conjectures éthiques et islamiques comme condition primordiale du développement. En fait, le concept de développement et croissance des deux auteurs Chapra et Khurshid est fondé sur un concept de bien-être.

Mannan (1970), décrit l'Etat-providence établi par le Prophète Mohamed (PSL) comme « une vaste politique de dépenses pour une répartition équilibrée de la richesse entre les différentes couches de la communauté ». L'économiste islamique Siddiqi (1972), considère l'augmentation de la production, la justice distributive, l'équilibre environnemental et l'amélioration de la qualité de la vie au sens culturel comme les quatre dimensions nécessaires du développement dans un cadre islamique.

Raquibuz-Zaman ajoute que « la participation active à la répartition des ressources » est un impératif pour l'État islamique dans la mesure où il est de son devoir de collecter et de distribuer la Zakat (Ahmed, Iqbal & Khan, 1983). Il est à rappeler aussi que selon Al-Ghazali, une croissance durable est possible lorsque tous les secteurs ou aspects de la vie humaine (la religion, l'autonomie, la paix, la sécurité, la prospérité et la justice...etc.) sont développés simultanément (Islahi, 2005). Cependant, il est important aussi de faire en sorte que le plan de croissance économique et son processus engendre suffisamment d'emplois ; dans la mesure où le travail/ l'emploi n'est pas supposé être uniquement une source de revenus pour l'homme, dans la mesure où il lui concède et attribue un certain confort et dignité en tant qu'agent productif au sein de la société.

On remarque bien que presque tous les érudits musulmans ont une vue identique portant sur la question de la croissance et développement dans le cadre islamique. Comme il convient de dire que la démarche de l'ensemble des écrivains musulmans est humaniste et globale, s'appuyant sur les enseignements islamiques. A travers les deux perspectives des auteurs contre³ et pour on peut finalement allouer et/ou attribuer le sous-développement des pays islamiques surtout à un manque de respect des lois et principes islamiques et à une absence de sophistication dans la pratique de ce qu'on appelle Al-Ijtihad.

³ L'ensemble d'écrivains qui étaient sceptiques sur le fait que la religion islamique puisse promouvoir la croissance économique, et ceux qui étaient pour.

Pourtant, l'islamisation de la vie économique est le plus grand défi auquel la Umma est confrontée aujourd'hui (Tahir, 1991). Cela ne peut être possible que si les pays musulmans cessent d'être subordonnés et dépendants au niveau économique et politique aux pays étrangers. Selon Mohammad (2010), si le processus dans les pays musulmans avait été mené par leurs gouvernements et les acteurs étrangers de façon non hostile et favorable à la culture et aux valeurs islamiques, les conséquences et les effets auraient été bien différents, d'ailleurs, l'Iran et la Malaisie fournissent quelques exemples de tels progrès. D'autant plus, que ces enseignements islamiques prescrivent une gouvernance démocratique et une économie de libre marché, il n'y a pas de conflit entre les valeurs de l'islam et les valeurs nécessaires à la croissance économique (Ahmed, 2003). A cet effet, la Malaisie représente un excellent exemple ayant une correcte et intense performance économique. Depuis son indépendance, ce pays a connu un taux de croissance relativement élevé, son PIB était passé en moyenne de 6% à 10%, sauf pendant les périodes de crise comme celles de 1986 et 1997 ; pays où il a été démontré que l'islam favorise bien la croissance (Idem, 2003). Les nombreuses réalisations et réussites de la Malaisie ont été considérés comme un vrai succès pour la religion islamique démontrant qu'elle peut être conciliable avec la modernisation.

Les systèmes sociaux de ce pays sont réglementés par les conseils religieux ainsi que les tribunaux de la loi islamique ; en outre, la Malaisie a restructuré les institutions religieuses, comme elle a institutionnalisé le système bancaire islamique (création de Pilgrims Savings Corporation, Takaful Malaysia, et d'autres centres de collecte des fonds « Zakat » ...etc.), tout en inculquant les valeurs islamiques dans l'administration de son gouvernement. D'autre part, la Malaisie a été idolâtrée de la part de plusieurs autres gouvernements du fait qu'elle représentait un des cas exceptionnels et une expérience remarquable entre les différents pays du tiers monde. Sur ce on peut conclure que sans doute, la religion islamique fournit un mécanisme via un ensemble de principes liés définis par les préceptes et les objectifs de la loi islamique (la Shari'ah) permettant une croissance et un développement économiques solide et résistant.

4. Potentiel de l'économie islamique pour une croissance solide et durable :

Comme on l'a déjà noté, la religion islamique assure un environnement sain pour toute l'humanité à travers lequel les objectifs de la nation sur tous les niveaux peuvent être réalisés : bien-être, justice, ...etc. Surtout que « l'être humain » occupe la position centrale dans la

religion musulmane, étant que les activités économiques de tout homme contribuent d'une façon ou d'une autre à la croissance économique qui découle aussi de l'effort de la société via la production destinée à la consommation. Cela amène évidemment, et d'une façon naturelle, à l'utilisation de la technologie appropriée afin de produire toujours mieux.

L'éthique islamique encourage d'ailleurs l'introduction de nouvelles technologies et d'innovations (Damilola, 2015). Ainsi, les percées dans la fragmentation des atomes, le tripotage des objets et leur manipulation, le clonage et/ou la duplication des cellules, l'invention de matériaux permettant l'absorption de la lumière et leur développement sont tous des innovations auxquels la religion islamique ne s'oppose pas. La religion islamique permet dans ce sens l'adoption et l'utilisation des sciences et de la technologie puisqu'il s'agit bien de disciplines et d'études universelles qui ne créent aucune distinction ou écart que l'on soit croyant ou non. Que ça soit en Malaisie, aux Etats Unis, en France, au Bahreïn, au Maroc ou dans n'importe quelle autre nation ces faits sont les mêmes, parce qu'en principe ils ne sont influencés et/ou inspirés par aucune croyance ou conviction. De ce fait, l'économie en islam peut s'adapter et assimiler, facilement, les développements scientifiques et rationnels d'autres civilisations.

Cette approche islamique devrait être considérée comme une solution conduisant à un changement le long d'une trajectoire en évolution, permettant : d'élever le niveau de vie des différentes masses, d'assurer une justice liée à tous les aspects de la gestion économique, de faire diminuer les inégalités de revenus injustifiable, d'une répartition et distribution équitable de richesses, de garantir un niveau plus élevé de préservation et de protection de l'environnement ...etc. ; ce qui contribuera, via cette dynamique de transformation au niveau socio-économique, à une croissance économique quantitative et qualitative, toujours dans le cadre du respect des règles et objectifs islamiques qui devraient être adoptés. Cela dit, une croissance solide et durable est réalisée dans une économie islamique par le respect des règles fondamentales intrinsèques, ci-après.

4.1. L'économie réelle

Il est important de savoir que l'économie en islam se base sur l'économie réelle, ainsi que l'agriculture et la production des secteurs fondamentaux de l'économie qui engendrent de la richesse. Le développement de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des échanges est

fortement encouragé dans une économie islamique, aucun morceau de terre cultivable ne doit rester inutilisé (Sadeq, 1987). La religion islamique n'admet pas les marchés financiers qui reposent sur l'intérêt dans sa forme existante à l'heure actuelle comme il est le cas dans le monde occidental. La pénétration du marché, par exemple sous la forme d'un accès accru aux services bancaires basés sur les intérêts, réduit le besoin d'arrangements informels de partage des risques et peut affaiblir les liens sociaux et affectifs entre les personnes (Bjorvatn, 1998).

L'économie islamique permet la création de la richesse à travers la production de biens réels et via la valeur ajoutée liée à toutes les phases de la fabrication. Toutefois, cela ne veut pas dire que la religion islamique s'oppose au secteur des services ; dans le cas de l'économie islamique, le point est mis sur l'économie réelle. Il est donc clair que l'économie en islam favorise et permet la réalisation de la croissance assortie de sanctions éthiques.

4.2. Le contrôle des marchés d'actifs

Dans une économie, avec l'élimination du rôle incertain des marchés d'actifs financiers, il ne restera que l'économie réelle au sein de laquelle les activités commerciales, les investissements, les revenus et la richesse sont engendrés et répartis. La croissance économique proviendra donc aussi essentiellement du développement de ces facteurs et de l'amélioration de leur productivité. Cela joue un rôle important dans la stimulation du développement et de la croissance économique dans les sociétés, créant la stabilité demandée dans les économies du marché libre parce que la spéculation est réellement et profitablement éradiquée.

La capacité de gagner de l'argent à travers la spéculation au sein des marchés dérivés à grande échelle doit cesser d'être exercée dans l'économie réelle, créant de cette manière une économie duelle. Cela dit, l'économie islamique, basé sur l'économie réelle, fait que l'ensemble des participants s'engagent et collaborent dans le même champ et/ou le même domaine. Ainsi, un vrai système économique islamique repose sur le marché, avec l'établissement réel de l'ensemble des finalités (buts et missions / normes et règles / institutions) qui sont prêtés et/ou données aux producteurs, aux consommateurs comme aux gouvernements.

4.3. La prohibition de l'intérêt

L'interdiction des intérêts en islam permet la libéralisation de toutes les richesses inexploitées. Dieu dit : « ... *Cela, parce qu'ils disent : Le commerce est tout à fait comme l'intérêt. Alors*

qu'Allah a rendu licite le commerce, et illicite l'intérêt⁴ ... » (Coran 2 : 275). Ainsi, l'absence d'intérêt est une caractéristique et une condition cruciale du système économique et financier islamique ; alors que son existence fait que la richesse ne circule pas dans l'économie, et reste au sein des banques pour amasser les intérêts au lieu de continuer à faire tourner l'économie et donc de tourner dans l'économie.

Dans les économies de marché, l'ensemble des dépôts de la clientèle au sein de toutes les institutions bancaires sont utilisés pour des fins de spéculation sur les marchés financiers, ce qui ne permet plus la circulation de l'argent dans l'économie réelle et donc constitue un grand inconvénient. Alors que la religion islamique propose de remplacer le système financier actuel qui repose sur les intérêts par un système basé sur le concept du partage des risques et profits, et dont le principe général est que les personnes qui veulent rentabiliser leur épargne devraient être déterminés à accepter et assumer le risque. Cela favorise l'esprit de coopération et de fraternité entre les personnes concernées. En fait, le principe de partage des risques et bénéfices est considéré comme la pierre angulaire de la finance islamique et les institutions bancaires islamiques trouvent leurs racines dans la tradition musulmane qui instaurent et soutiennent la justice et l'équité basées.

Par conséquent, le partage des bénéfices peut donner aux banques un rendement plus élevé, étant donné que les banques doivent partager leurs bénéfices avec les déposants selon un ratio préalablement convenu et que les bénéfices de la banque seront probablement supérieurs au taux d'intérêt, les déposants finiront également par obtenir un rendement plus élevé de leurs dépôts (Fahim, 1991).

L'élimination et la prohibition des intérêts exclut et rejette l'incitation à mettre des fonds en excédent dans les banques pour de longues durées. Il est cependant important d'investir la richesse dans l'économie afin de l'accroître, en l'investissant dans des projets et/ou dans la création de nouvelles entreprises. De cette façon, le développement de l'économie islamique va engendrer une croissance réelle, construite sur la base de l'investissement de la richesse dans l'économie et non sur la base de la dette, ce plan pragmatique s'harmonise avec l'objectif de

⁴ Cette interdiction n'est pas portée uniquement sur l'usure mais sur tout prêt à intérêt. Toute opération qui est basée sur l'intérêt est interdite.

l'économie islamique, parce que la circulation de la richesse dans l'économie va permettre une croissance économique robuste.

4.4. Optimisation de l'imposition fiscale

La rationalisation et/ou la suppression des formes d'imposition directes et indirectes qui diffèrent d'un pays à l'autre, permet de conduire à la croissance économique. En effet, le niveau de taxation ou d'imposition a toujours une répercussion sur les comportements des citoyens, Selon l'OCDE (2009), la fiscalité influe sur les décisions des individus concernant : l'épargne, le travail, l'amélioration du niveau d'instruction, les décisions des entreprises en matière de production, de création d'emplois, d'investissement et d'innovation en plus du choix des instruments d'épargne et des actifs par les investisseurs. Dans ce sens, le niveau d'imposition a une incidence sur les choix des consommateurs en matière de conditions de vie d'une manière générale (travail/emploi, épargne, investissement...etc.).

Par ailleurs, ces choix et/ou décisions sont affectées non seulement par le niveau des impôts mais aussi par la manière dont les différents instruments fiscaux sont conçus et combinés pour générer les recettes publiques (Idem, 2009). En économie conventionnelle, la fiscalité a en fait engendré un certain nombre de problèmes en matière de distribution de la richesse qui sont difficilement supportés par les populations ; sachant par ailleurs, que les fortunés utilisent des stratagèmes et les paradis fiscaux pour échapper à l'impôt.

Dans de nombreux pays, les citoyens payent un certain nombre d'impôts tels que : l'impôt sur le revenu (l'IR) en contrepartie de l'argent qu'ils gagnent, l'impôt sur les biens qu'ils consomment ou qu'ils possèdent, et des taxes à la consommation lorsqu'ils dépensent leurs argents...etc. Ces dernières symbolisant l'Occident, sont perçues en cas de vente des biens et services et dont les principales taxes sont : les taxes générales concernant les ventes, les taxes sur les prix tarifés et sur les valeurs ajoutées, les taxes d'accise (droit d'accise) ...etc. En général, toutes les personnes payant des impôts dans ce cadre perdent un pourcentage de leurs revenus en impôt ; en plus, dans le cas où ils le dépensent, ces personnes seraient alors soumises à une taxe générale sur les ventes. Ce régime fiscal affectant le rituel des dépenses de beaucoup d'individus, les oblige et les pousse à ne pas investir au sein de l'économie dans son ensemble mais plutôt à conserver leur fortune et/ou richesse.

L'économie en islam par contre, élimine toutes ces formes de taxation et d'imposition ; conséquemment, les individus posséderont beaucoup plus de richesse qui peuvent consommer ou investir. En parallèle, Dieu l'Unique a exigé la Zakat (impôt sur la fortune et aumône purificatrice légale) qui est le troisième pilier de l'islam, disant dans l'un des versets : « ... *Accomplissez la Sala, acquittez la Zakat, et faites à Allah un prêt sincère...* » (Coran, 73 : 20).

Dans le contexte islamique, la zakat, un droit pour les nécessiteux, est un excellent outil pour la circulation et/ou le transfert des biens et des richesses entre les individus au sein de la communauté ; une manière comme une autre de contribuer à l'investissement des richesses et des revenus. Ainsi, un système de taxation fondé sur la richesse qui fonctionne aussi sur la base de la zakat excluant les formes d'imposition directes et indirectes, permet et facilite la circulation de cette richesse au niveau de la communauté et de l'Etat.

4.5. La monnaie multi-métallique

Le recours en économie islamique à une monnaie multi-métallique conduit à la création d'une économie stable permettant la prise de décision à long terme. Dans la religion islamique, lorsqu'il s'agit d'échanger de la marchandise en utilisant une unité monétaire particulière, l'islam recommande l'utilisation de l'unité monétaire via laquelle l'échange de la marchandise concernée va avoir lieu. Parallèlement, il est conseillé à toute nation d'utiliser l'or et l'argent comme monnaie propre et/ou spécifique. Lesquelles servaient comme unités de mesure des tarifs et aussi de la main-d'œuvre. Le Prophète Mohamed (PSL), parmi ses actes, lorsqu'il collectait la zakat, il percevait des taxes ou donnait des amendes, les étalons de mesure furent l'or et l'argent. Une nation ayant une devise élaborée ou basée sur de l'or et de l'argent conduira « si nécessaire » à un équilibre économique tout en maîtrisant l'inflation, qui actuellement tourmente l'univers tandis que les gouvernements ne cessent d'imprimer de l'argent à leur volonté, par recours au « *quantitative-easing* » (QE).

En économie islamique, le rattachement de la monnaie au métal va restreindre les États à ne plus faire recours au QE, car toute augmentation de la masse monétaire nécessite plus d'or et d'argent. Cependant, toute nation devra programmer l'augmentation de sa masse monétaire minutieusement parce qu'elle aura toujours un fort besoin en métal de référence, comme elle devra suivre aussi, avec attention, le niveau de production au sein du pays afin de s'assurer qu'il ne provoque pas de scénario montrant que la quantité de monnaie est bien plus que celle des

biens en circulation au sein de l'économie. De cette manière, l'inflation sera minimisée de façon drastique, ce qui permettra un pouvoir d'achat durable et/ou stable, source d'assurance et de santé pour l'économie.

Fondamentalement, l'économie islamique conduit à la création et la réalisation de la croissance à travers la circulation de la richesse de façon indéterminée. De même, le gouvernement doit agir et intervenir dans le cas où il y a une mauvaise distribution de richesse, comme Dieu l'a cité dans un des versets coraniques : « *Le butin provenant [des biens] des habitants des cités, qu'Allah a accordé sans combat à Son Messager, appartient à Allah, au Messager, aux proches parents, aux orphelins, aux pauvres et au voyageur en détresse, afin que cela ne circule pas parmi les seuls riches d'entre vous. Prenez ce que le Messager vous donne ; et ce qu'il vous interdit, abstenez-vous en ; et craignez Allah car Allah est dur en punition* » (Coran, 59 :7).

La religion islamique donne également la responsabilité au gouvernement d'offrir à la société l'environnement et les conditions nécessaires pour répondre à ses différents besoins. L'islam permet, en ce sens, l'évolution des richesses de la société et n'est point prescriptif ou normatif par rapport aux démarches à suivre ou à utiliser, pourvu qu'elles soient en harmonie avec les principes fondamentaux de la Shari'ah.

D'un autre côté, la religion islamique a réglementée et libérer la société pour la bonne gestion de ses richesses, de sorte à éviter la corruption et la prolifération de la pauvreté. L'économie islamique, par ailleurs, incite les individus de vivre selon leurs moyens, tout en sachant que Dieu méprise l'excentricité. Notons que Dieu glorifie dans plusieurs versets coraniques toute personne travaillant avec ses richesses, ses capacités, connaissances et son savoir-faire, tout comme celle qui bénéficie et profite de ses richesses amassées.

La religion islamique a promu et promeut le gain (halal) de la monnaie et/ou d'argent, et de jouir des différents plaisirs de la vie ; conjointement, elle dispose des moyens essentiels et suffisants afin de réaliser une croissance économique plus solide, plus équitable et plus efficace, ainsi qu'un important canal de répartition des richesses par lequel tous les individus et la communauté peuvent vivre une vie décente et paisible, leur offrant le confort, la paix et la prospérité dont ils ont tant besoin.

Conclusion

Dès le 20^{ème} siècle, le rapport, développement, croissance économique et cercle financier, qui sont intimement liés, a attiré l'attention de nombreux auteurs dans le domaine économique, surtout après la crise financière de 1929. Et, l'un des défis majeurs du 21^{ème} siècle et de tous les pays du monde est d'assurer une croissance et un développement durable et équilibré pour l'humanité, vu que la satisfaction des besoins de toutes les générations, présentes et futures, ne peut être réalisée que si les valeurs fondamentales et déterminantes, économiques, sociales et environnementales, sont honorées et respectées. Toutefois, le bilan du système économique et financier classique n'a pas été aussi puissant pour lutter contre les différentes inégalités de revenus, du chômage, de la pauvreté... etc. Et, la récente crise économique et financière mondiale de 2007-2008 l'a démontré, en entraînant une prise de conscience des défauts éthiques de ce système économique et financier classique, jugeant de manière convaincante l'impératif que l'économie mondiale devrait rechercher un système éco-financier alternatif capable de résister et régler les différents problèmes d'ordre économiques, sociales et environnementales auxquelles fait face plusieurs pays du monde, en adoptant un nouveau paradigme et modèle de développement et de croissance plus inclusive, stable, et juste liée à l'amélioration du niveau et de la qualité de vie des communautés et des individus. En effet, le système économique et financier islamique basé sur les fondements et principes de la loi islamique qui correspondent et répondent aux buts et aux aspirations d'un développement et une croissance économique continus, peut être un levier solide et viable pour ledit système éco-financier classique. Aussi, la finance participative en tant que composante principale de l'économie islamique et de par ses caractéristiques spécifiques, dispose d'un potentiel non négligeable de mobilisation de ressources financières tout indiqué pour la réalisation des objectifs d'un développement équitable et équilibré. Le présent article de recherche, nous a permis de mieux appréhender le concept de l'économie et de croissance économique en islam, tout en mettant l'accent sur le potentiel de l'économie islamique, dotée de ses valeurs propres intrinsèques, pour une croissance économique souple et sûr face aux dérives du marché.

En conclusion, après l'étude établit sur la relation des enseignements islamiques et la croissance économique à la lumière des impératifs fondamentaux rapportés dans le cadre de la littérature précitée, il y a lieu de retenir que l'économie islamique permet une croissance et un développement stables, durables et équitables aidant à résoudre une variété de problèmes

comme la pauvreté, le chômage...etc. Cela étant, l'économie islamique demeure « open » aux diverses innovations et aux nouvelles solutions en conformité avec son révérenciel, la loi islamique, basée, entre autres, sur l'équité et la responsabilité avec l'interdiction de certaines pratiques jugées illicites.

Sur ce, un taux de croissance et d'investissement plus élevé, une justice sociale accrue, un niveau d'éducation et de confiance plus significatif, ainsi que des marchés plus compétitifs et performants sont attendus si les nations adoptent les principes fondamentaux de l'économie et de la finance islamique susceptibles de booster, en définitive, la croissance économique dans le monde entier. Présentement, il y a lieu de constater que les économistes et les responsables gouvernementaux ont un long chemin à parcourir, quoiqu'il est certain que le début a été déclenché dans cette direction ; un début très prometteur pour l'avenir.

Désormais, le présent article apporte un enrichissement supplémentaire à la littérature existante tout en proposant des éléments de réponses à la problématique étudiée, à travers l'analyse descriptive qui nous a permis de donner une synthèse aussi éclairée sur le potentiel de l'économie islamique, dont le respect de ses valeurs, de l'éthique et de la justice économique et sociale, en sont les axes fondamentaux. Aussi, il y a lieu de rappeler certaines limites non traitées ; une d'entre elles, peut être liée au rôle de l'Etat et la gestion de l'économie islamique, tout en traitant le point lié à la responsabilité de l'Etat en ce qui concerne la zakat et le waqf, cela devrait permettre de combler certaines carences enregistrées en la matière. Une deuxième limite tient au positionnement théorique de l'article, qui devrait inclure une étude plus approfondie sur les bases théoriques, dogmatiques et morales de l'économie islamique. Compte tenu des limites évoqués ci avant, le développement futur du présent travail de recherche pourrait commencer par l'étude de l'impact des instruments de protection sociale comme le waqf/la zakat sur la croissance économique qui jouent également un rôle primordial dans le développement économique. Les futurs aspects de recherche, dans le domaine, pourraient explorer, aussi, l'effet du manque d'inclusion financière sur la croissance économique, la réduction de la pauvreté ou l'inégalité des revenus.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahmad, N., Bhatti, K. A. & Arshad, M. U. (2013). Economic growth and human development in islam. *Al-Qalam*, 18(2), 68-76.
- Ahmad, M. (2003) : “Islam and economic growth in Malaysia”. Report Thesis. Naval : Monterey : California. (pp. 7).
- Ahmad, Z., Iqbal, M. & Khan, M. F. (Eds.), (1983), Fiscal policy and resource allocation in islam. International Centre for Research in Islam Economics, King Abdulaziz University : Jeddah & Institute of Policy Studies : Islamabad. (pp. 116-117).
- Akram, M. K. (Eds.), (1994). An introduction to islamic economics-Islamization of knowledge n°15. International Institute of Islamic Thought and Institute of Policy Studies. (pp. 90).
- Amsden, A. H. (1997). Editorial : Bringing production back in understanding government's economic role in late industrialization. *World Development*, 25(4), 469-480.
- Anderson, G. M. (1988). Mr. Smith and the Preachers : The Economics of Religion in the Wealth of Nations. *Journal of Political Economy*, 96(5). 1066-1088.
- Barro, R. & Mc.Cleary, R. (2003). Religion and economic growth across countries. *American Sociological Review*. 68(5). 760-781.
- Bjorvatn, K. (1998). Islamic economics and economic development. *Forum for Development Studies*, 25(2), 229-243.
- Chapra, M. U. (2008). Ibn Khaldun's theory of development : Does it help explain the low performance of the present-day muslim world ? *The Journal of Socio-Economics*, 37(2), 836–863.
- Damilola, O. W., Nassir, B. A. & Tunde, A. S. (2015). Islamic banking and finance evolution : a panacea for sustainable development in Nigeria. *International Journal of Accounting Research*, 2(5), 8-19.
- Fahim, K. (1991), Growth stability and inflation in an islamic macro framework. In M. Kahf (Eds.), *Lessons in islamic economics*. Islamic Research and Training Institute (IRTI). (pp. 333-364).
- Gardet, L. (1970). *L'islam, Religion et Communauté*. Descellée de Brouwer : Paris.

- Gellner, E. (1981). *Muslim Society*. Cambridge Studies in Social Anthropology. Cambridge University Press. (p. 7).
- Guiso, L., Sapienza, P. & Zingales, L. (2003). People's opium ? Religion and economic activities. *Journal of Monetary Economics*, 50(1), 225-282.
- Huntington, P. S. (1993). *The Clash of Civilizations*. *Foreign Affairs*. (pp. 3-27).
- Iannaccone, L. R. (1998). Introduction to the Economics of Religion. *Journal of Economic Literature*, 36(3), 1465-1496.
- Islahi, A. A. (2005). *Contributions of muslim scholars to economic thought and analysis*. Islamic Economics Research Centre : Scientific Publishing Center-king Abdulaziz University, Jeddah, Kingdom of Saudi Arabia, (pp. 67),
- Kates, R.W., Thomas, M. P. & Anthony, A. L. (2005). What is Sustainable Development ? Goals, Indicators, Values, and Practice. *Environment : Science and Policy for Sustainable Development*. 47(3), 8-21.
- Khalfaoui, H. (2015). Islam and economic growth. *International Journal of Social Science Studies*. 3(6), 62-69.
- Khurshid, A. (1995), Elimination of Riba : concept and problems. In A. Khurshid, K. Rahman & Z. A. Valie (Eds.), *Elimination of Riba from the Economy* (pp. 20-30). Islamabad, Pakistan : Institute of Policy Studies.
- Kuran, T. (1998). L'Islam et le sous-développement : un vieux puzzle revisité. *Journal des Economistes et des Etudes Humaines*, 8(1), 27-60.
- Kuran, T. (2005). The logic of financial Westernization in the Middle East. *Journal of Economic Behavior and Organization*, 56(4), 593-615.
- Mannan, M. A. (1970), *Islamic economics : Theory and practice* Ashraf Publications. Lahore : Pakistan. (pp. 311).
- McClelland, D. (1961). *The achieving society*. New York, USA: The free press.
- Mohammad, T. S. H. M. (2010). Principles of sustainable development in Ibn Khaldun's economic thought. *Malaysian Journal of Real Estate*, 5(1), 1-18.
- Nafissi, M. R. (1998). Reframing Orientalism: Weber and Islam. *Economy and Society*, 27(1), 98-118.

- Noland, M. (2003). Religion, culture and economic performance. International Economics Working Paper 03-13. School of Public Policy and Management. (pp. 20-39).
- Norris, P. & Ronald, I. (2003). Islam and the West : Testing the clash of civilization thesis. Comparative Sociology, 1(4), 235-265.
- OCDE. (2009). Réformes économiques. Editions de l'OCDE, 1(5), 146-168.
- Othman, A. & Mirakhor, A. (2013), Islam and development : policy challenges. In Z. Iqbal & A. Mirakhor (Eds.), Economic development and islamic finance (pp. 325-344). Washington, D.C : The World Bank .
- Rehman, S. S. & Askari, H. (2010). An economic islamicity index (EI). Global Economy Journal, 10(3), 1-39.
- Rubin, J. (2011). Institutions, the rise of commerce and the persistence of laws: Interest restrictions in islam and christianity. Economic Journal, 121(557), 1310–1339.
- Sadeq, A. H. M. (1987). Economic development in islam. Journal of Islamic Economics, 1(1), 35-45.
- Sauvaget, J. (1988), Historiens arabe. Paris, France : Adrien Maisonneuve.
- Siddiqi, M. N. (1972), Economic enterprise in Islam. Lahore, Pakistan : Isalmic publications.
- Smith, A. (2002), Theory of moral sentiments. In K. Haakonssen (Eds.). Cambridge Texts in the History of Philosophy (pp:186-198). Cambridge, England: Cambridge University Press.
- Tahir, S. (1991), Macroeconomic theorizing from islamic perspective. In M. Kahf (Eds.). Lessons in islamic economic (pp:301-310). Jeddah, Kingdom of Saudi Arabia: Islamic Development Bank- Islamic Research and Training Institute.
- Tessler, M. (2002). Do islamic orientations influence attitudes toward democracy in the Arab world ? Evidence from Egypt, Jordan, Morocco, and Algeria. International Journal of Comparative Sociology. 43(3-5), 229-249.
- Totaro, L. (2009). Vatican Says Islamic Finance May Help Western Banks in Crisis. Retrieved on Decembre 2017.
- Toujkani, M. A. (1998), Introduction au Fiqh islamique. In B. Bendjilali (Eds.), les sciences de la chari'ah pour les économistes (pp. 94). Djeddah : Arabie Saoudite : Banque Islamique

de Développement.

UNDP. (2002). Arab Human Development report: Creating opportunities for future generations. Published for the United Nations Development Program.